Bonnet d'âne pour Tsipras, coup de grâce pour les Grecs

Le 16-12-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Depuis son arrivée au pouvoir, la gauche « radicale…ment » sociale démocrate a enchaîné les renoncements, la soumission à l'Union européenne, à l'euro-roi, a signé un 4e mémorandum en faisant fi de la volonté populaire clairement exprimée par le « OXI » au référendum du 5 juillet 2015 et a précipité le peuple grec dans une austérité cruelle et sans fin.

Le bilan du gouvernement Syriza-Anel de Tsipras est sans appel : la misère pour le peuple, la vente du pays aux multinationales. Le malheur de l'immense majorité est profitable aux plus riches…

comme avant mais en pire, puisqu'à force d'austérité pour le peuple grec, le pays a réussi à dégager, cette année, un excédent budgétaire primaire d'environ 1,1% du PIB, très au-dessus de l'objectif de 0,75% fixé avec les « institutions » européennes : Commission européenne (CE), Banque centrale européenne (BCE), Fond monétaire international (FMI) et Mécanisme européen de stabilité (MES).

Alors les Grecs se rebiffent !

Grèves, manifestations, protestations sont quasi quotidiennes dans tout le pays. Le régime s'inquiète. La situation est explosive et ne durera pas éternellement. Pour tenter de reprendre la main, Tsipras a misé son avenir politique sur un nouveau pari de dupe : être le meilleur pantin des « institutions » et obtenir un allègement de la dette du pays. Décidément, l'expérience est une lanterne qui éclaire dans le dos…

Beaucoup de bruit pour rien puisque le fameux allégement n'a d'allégement que le nom mais Tsipras comptait dessus pour enfumer son peuple et montrer qu'il avait obtenu « ce qu'il voulait » des « institutions ». Modeste, Tsipras comptait sur une réduction de son ardoise de 300 millions d'euros. Une goutte d'eau comparée aux 320 milliards de la dette grecque. Les mesures prévoyaient aussi de ne pas déclencher la hausse automatique des taux d'intérêt (en 2017) sur les prêts contractés par la Grèce ainsi que l'allongement des délais de remboursement.

Las… le rêve de Tsipras a pris fin le 14 décembre lorsque Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe (réunion des ministres des Finances de la zone euro) a annoncé la suspension de cette mesure « d'allègement » ; une sanction contre la décision d'A.Tsipras. *«Les actions du gouvernement grec ne sont pas en ligne avec nos accords»*. L'Allemagne a immédiatement dit que les *«mesures unilatérales»* prises par Athènes n'étaient pas acceptables.

Pas en ligne Tsipras ?

Quelles sont donc les horribles actions de Tsípras ? Ne pas avoir respecté la mise sous tutelle des dépenses budgétaires. Depuis que le pays est sous mémorandum des « institutions », toutes les décisions budgétaires doivent avoir la « bénédiction » des créanciers d'Athènes. Or, le Premier ministre grec a eu l'outrecuidance de consacrer 600 millions d'euros pour soutenir les pensions des petites retraites. Cette hausse des pensions, après plusieurs amputations brutales, se situait entre 300 et 830 euros par an pour les 1,6 million de Grecs qui touchent moins de 850 euros mensuels. Un vrai scandale on vous dit…

Tsipras voulait reporter (vous avez bien lu… reporter, pas annuler) une hausse du taux de TVA sur les îles de la mer Egée, où s'entassent plus de 16 000 migrants et réfugiés. Ce ne sera pas possible non plus.

Combien de démonstrations faudra-t-il à Tsipras ou à ses émules des « plan B » européens, Mélenchon en tête, pour comprendre que l'on ne peut changer ou même discuter avec les « institutions » européennes ? Pas question de « *se lever et de les regarder dans les yeux* » pour les faire reculer. Un peuple qui veut reprendre son destin en main n'a qu'une solution : sortir unilatéralement et immédiatement de ces structures supranationales non élues.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire